**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** République Centrafricaine

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :Semestriel**

**ANNEE DE RAPPORT:** Juin 2020

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:** Communication et sensibilisation pour la cohésion sociale  **Numéro Projet / MPTF Gateway:PBF-CAF-H1/000116456** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **RUNO** **ONU Femmes (Agence coordinatrice)**  **RUNO** **UNFPA**  **NUNO** **Search for Common Ground** |
| **Date du premier transfert de fonds:** ONU Femmes et UNFPA : 14 juin 2020  Search for Common Ground : 12 septembre 2020  **Date de fin de projet:** 12 juin 2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** Non | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  ONU Femmes $ $1,786,900.00  UNFPA $ $1,026,840.00  Search for Common Ground $ $743,650.00  Total: $ $3,557,390.00  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 35 %  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgetisation sensible au genre :**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $2,012,041.57  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $ 725.548,3 | |
| **Marquer de genre du projet : GM2**  **Marquer de risque du projet : Risque Moyen (1)**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): Réconciliation Nationale** | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par : Kevin Demanou, Novella Nikwigize, Jean Jacques Ngbaramou (ONU Femmes), Aristide Ganabo (UNFPA), Michel Mbei (Search for Common Ground)  Rapport approuvé par : RCO  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :

Dans la continuation des activités préparatoires mises en œuvre en 2019, ce semestre a permis de démarrer de manière effective les activités sur le terrain, d’abord avec les formations des acteurs de vulgarisation de l’Accord (leaders de femmes et jeunes, journalistes), l’acquisition effective d’équipements (pour les partenaires d’exécution, les médias, les volontaires, les CLPR ainsi que les maisons des jeunes et femmes) ainsi que l’ancrage du Projet dans les dynamiques de mise en œuvre et suivi de l’APPR au niveau national (à travers la participation à des forums stratégiques sur l’APPR).

Il faut noter que le projet est à mi-parcours. Plus de 50% des activités prévues ont été conduites. Des missions précurseurs et le recrutement des enquêteurs pour l’analyse participative permettront d’accélérer les activités restantes.

La vulgarisation effective de l’APPR a aussi été renforcée en utilisant différents types d’outils de communication, et ce malgré l’apparition de la pandémie du coronavirus en RCA.

Enfin, pour faciliter la Coordination, des réunions bimensuelles des acteurs de la mise en œuvre et les réunions mensuelles du Comité Technique (avec MINUSCA, GCNU, CEEAC, Accord, UA) ont démarré et se tiendront sur toute la durée du Projet.

Le Projet a également mis en place un flot de communication à double sens : vulgariser l’APPR auprès des populations (top down) et faire remonter vers les acteurs de la mise en œuvre de l’APPR, les besoins et aspirations des populations, et particulièrement des jeunes et des femmes (bottom up). Cela permettra au Projet de s’inscrire dans une zone charnière de la chaîne de communication et de mise en œuvre de l’APPR et faciliter l’alignement des activités sur le terrain et de plaidoyer de haut niveau.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :

En septembre et novembre se tiendront respectivement les Symposiums sur le rôle des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix, en présence de la UN Youth Envoy, les représentants de la Communauté Economique de l’Afrique Centrale (CEEAC) et d’autres personnalités clés ainsi que des jeunes et femmes issus de tout le territoire.

Grâce au contenu des consultations à la base, il sera organisé un atelier de validation de la Stratégie Nationale de Communication sur l’APPR[[1]](#footnote-1).

Un atelier de renforcement de la grille de programmes sera organisé pour la radio et télévision nationales et les radios partenaires. Des tables rondes trimestrielles seront organisées conjointement avec le Ministère de la Communication.

Au niveau national, il sera organisé le concours de la chanson de la réconciliation, dont la grande finale primera les meilleures chansons.

Afin de célébrer la Journée Internationale de la Paix, il sera aussi organisé la semaine culturelle et sportive de la cohésion sociale.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères):

N/A

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères):

La période de janvier à mai a été l’occasion de mobiliser les acteurs qui faciliteront la vulgarisation de l’APPR, en commençant par les équipes de savoirs et de savoir-faire liés à leur rôle de sensibilisateur, ainsi que lié à la prévention au Covid-19, devenue une composante de toutes les activités de sensibilisation depuis le mois de mars.

La formation des radios communautaires et la coproduction d’émissions portraits des acteurs de la paix rendent visible leur travail dans la communauté. Par exemple, s’exprimant sur la formation, incluant un module sur l’approche « do no harm », octroyée à 20 journalistes, M. Zuiransky Digamnaïl (Chef de station de la Radio La Voix de Pende) a expliqué *« les connaissances acquises nous seront très utiles surtout à l’approche des élections, pour ne pas engendrer d’autres conflits».*

Cette meilleure compréhension de leur rôle et contribution à la paix est aussi partagée par les 300 Volontaires communautaires formés à l’APPR et à la prévention au COVID-19 qui font de la sensibilisation en porte-à-porte, ce qui permet aux bénéficiaires de poser leurs questions sur l’APPR. Beaucoup ont par ailleurs partagé leur souhait d’obtenir des copies de l’APPR afin d’en savoir plus.

L’un de ces volontaires, Christopher Ngairou, ex membre du groupe armé Seleka, anime aujourd’hui des causeries éducatives au Camp BEAL, au quartier PK5, ce qui crée un cadre d’échanges et d’engagements de ces ex-combattants dans la consolidation de la paix, dans ce quartier le plus fragile de Bangui.

Les séances de formation sur les processus de paix sont aussi une occasion pour équiper les jeunes, comme partagé par le Président de l’Association des Futurs Leaders de Centrafrique (AFLCA) qui explique : *« Cela nous a permis d’avoir accès à des informations que nous n’avions pas et qui limitaient nos contributions à la mise en œuvre de l’accord de paix. Nous sommes l’avenir du pays et grâce à PBF, UNFPA et URU nous venons de faire un grand pas»*.

(Cf le bulletin trimestriel, annexe 1).

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:**

**D’Ici la fin du projet, les populations ciblées (hommes/femmes/jeunes) ont** **une meilleure compréhension du contenu et du processus de mise en œuvre et de suivi de l’Accord de paix ainsi que des autres mécanismes de relèvement en RCA.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On track**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

A ce stade du projet, les populations cibles ont de plus en plus une meilleure compréhension du contenu et du processus de mise en œuvre et de suivi de l’Accord de paix. En effet, le Ministère de la Communication et des Médias ont vu leurs capacités renforcées et produisent des contenus en lien avec l’APPR. 50 Chargés de missions en communication des institutions étatiques et non étatiques œuvrant à Bangui sont mieux informés sur l’APPR et produisent des contenus de communication adaptés en lien avec l'APPR. Ces chargés de missions forment désormais le Réseau de Communication des Institutions qui constitue un interlocuteur permanent référentiel pour Search for Common Ground (Cf Rapport, Annexe 2). En termes de contenus de communication, 2 éditions du journal gouvernemental tirés en 2000 exemplaires par édition ont été distribués dans les différentes zones du Projet (Cf Les deux exemplaires du Journal, Annexe 6 et 7).

Aussi, les professionnels des médias ont compris leur rôle dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR et exercent leur métier dans le respect de l’éthique et la déontologie journalistique tout en intégrant le Do No Harm et le HRDDP Approach[[2]](#footnote-2).

22 Journalistes, dont 09 Femmes et 11 Hommes venus de Bangui, Bambari, Bangassou et Paoua, ont été formés sur leur rôle dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR, les modules de formations ont été élaborées par un Consultant National et le Haut Conseiller à la Communication du Ministère de la Communication et des Médias avec le soutien du staff de projet.

Par ailleurs, les consultations à la base ainsi que les émissions publiques réalisées dans les différentes zones du projet ont permis aux populations de poser des questions fondamentales sur les dividendes de la paix, les changements voulus/espérés ainsi que le mécanisme de mise en œuvre après la signature de l’APPR (Cf Rapport des Consultations, Annexe 3).

Cette volonté commence à se voir lorsque les populations qui depuis un certain nombre d’années n’ont pas pu se déplacer à l’intérieur comme à l’extérieur de leur zone peuvent se rendre enfin soit dans la capitale soit dans certaines localités de leur choix en véhicule.

Par ailleurs, les sessions de renforcements de capacités organisées à l’encontre du personnel des radios locales leur a permis de mener des initiatives en faveur de la cohésion sociale, en s’appuyant sur les réalités dans le respect des valeurs morales et professionnelles.

L’approche common ground[[3]](#footnote-3), abordé pendant les sessions de renforcements de capacités, a été appréciée par les professionnels de media qui ont pris l’engagement de traduire cette approche dans les émissions qu’ils produiront sur leurs antennes. Les magazines portraits (Cf Magazines Portraits - Annexe 4) sont également une occasion de communiquer sur l’accord car les valeurs et les bons exemples se trouvant dans les communautés ont été mis en valeur pour passer un signal/message fort aux communautés autochtones que le changement est toujours possible et que de bonnes volontés sont à promouvoir et à imiter pour que la cohésion sociale soit une réalité vécue.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Pendant la mise en œuvre des activités de consultations à la base ainsi que les émissions publiques dans les quatre localités du projet, la dimension genre ainsi que la participation des jeunes ont été réellement prise en compte avec des résultats escomptés satisfaisants.

Sur un nombre total de 976 participants aux sessions de consultations à la base,

Les femmes étaient au nombre 274 ce qui représente 28%.

Le nombre des Jeunes est de 105 ce qui représente 10%.

Généralement, les femmes et les jeunes sont réservés de prendre la parole en public car leurs avis sont souvent remis en cause par les hommes. Lors des échanges, les femmes et les jeunes se sont sentis très considérés surtout parce qu’ils ont été conviés aux assises. Les femmes et jeunes, ont émis des suggestions, des propositions significatives pendant les discussions, tels que : élaborer des politiques nationales en commençant par recueillir les avis de la base représentée par les différentes sensibilités, créer des espaces d’échanges pour prévenir la violence, organiser des séances de partage d’informations entre les communautés et les services décentralisés de l’Etat.

**Résultat 2: D’ici la fin du projet, grâce à une participation accrue, les besoins et aspirations des jeunes et des femmes sont mieux intégrés dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR et autres processus de relèvement**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **On track**

**Resumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

A mi-parcours du projet, les besoins et aspirations des jeunes et des femmes sont mieux intégrés dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR et autres processus de relèvement. En effet, avec le soutien technique et financier des partenaires du projet, les organisations des femmes et des jeunes ont été formés-es sur le suivi citoyen des politiques publiques et sur le contenu de l’APPR et sont impliqués dans ses mécanismes de mise en œuvre et ont commencé à les vulgariser auprès des populations des zones cibles du Projet.

Depuis le lancement du Projet, 716 leaders des organisations des femmes et des jeunes ont été formés sur le contenu de l’APPR et autres mécanismes de relèvement et consolidation de la paix dont les résolutions 1325 et 2250. Les leaders formés sont d’ores et déjà impliqués dans les mécanismes de mise en œuvre de l’APPR et les vulgarisent auprès des populations des zones cibles du Projet à travers les clubs d’écoutes et des causeries éducatives mis en œuvre par ONU Femmes à travers les partenaires d’exécution sur terrain. Ces activités de sensibilisation se font en parallèle à la sensibilisation au Covid-19, pour contribuer aux efforts nationaux de réponse à la pandémie. Ils disposent pour cela de kits de sensibilisation, dépliants et affiches installées aux Mairies, Maisons des Jeunes et Femmes, et autres endroits clés pour faciliter leurs activités d’information des populations et de sensibilisation au rôle de chacun dans la mise en œuvre de l’APPR, et particulièrement les femmes et les jeunes (Cf Rapport de formation, Annexe 5).

Par ailleurs, les plaidoyers organisés par UNFPA et ses partenaires auprès des décideurs politiques et des autorités locales pour la prise en compte d’une représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de mise en œuvre de l’APPR et des processus de relèvement commencent à porter leurs fruits avec comme action menée, un atelier de restitution de suivi de l’APPR organisée par le représentant des jeunes au sein du Comité Exécutif de Suivi.

L’UNFPA travaillant avec ses partenaires d’exécution sur le terrain verse les fonds au début de chaque trimestre pour que les activités soient exécutées. Ainsi, 30 enquêteurs, dont 50% femmes, ont été recrutés et formés pour réaliser l’analyse participative, permettant à présent de lancer la collecte des données pour recueillir les besoins et aspirations des jeunes et des femmes diverses zones du territoire national. Un Atelier de validation des résultats de l'enquête sera réalisé à l’issus de l’enquête pour valider le document puis s’en suivra la dissémination. Parallèlement, se sont tenues les missions précurseurs de sélection des jeunes et des femmes dans les villes du projet, ainsi qu’à Obo, Kaga-Bandoro et Bouar pour leur participation aux Symposiums. Un groupe de jeunes et de femmes leaders ont été ainsi identifiés pour prendre part aux prochains Symposiums de femmes et de jeunes.

Des supports de visibilité (affiches, blocs notes, stickers) ont été acquis et disséminés aux endroits stratégiques des zones d’intervention, à travers tous les acteurs du Projet engagés sur le terrain. Sur chaque affiche est inscrit le nom du point focal/volontaire formé dans la localité pour de plus amples questions. Les actions de sensibilisations sont à présent coordonnés dans les localités de mise en œuvre à travers des sous-comités techniques.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Ce résultat vise de manière spécifique à l’intégration des besoins des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre de l’APPR. A cet effet les femmes et jeunes, leaders des organisations féminines et de jeunes, voient leurs capacités renforcées, et peuvent contribuer à la consolidation de la paix à travers une participation active dans les instances de mise en œuvre de l’APPR et l’engagement dans les activités de sensibilisation de leurs communautés. Les formations incluent aussi des modules sur les résolutions 1325 pour la participation des femmes dans les processus de paix et sécurité et les résolutions 2250, sur jeunes, paix et sécurité.

**Résultat 3: Les anciens combattants, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux et communautaires, les jeunes et femmes sont impliqués-es dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires facteurs de consolidation de la paix**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **On track**

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Avec le soutien technique et financier des partenaires du projet, 300 jeunes volontaires (jeunes et femmes leaders des localités de Bambari, Paoua, Bangui et Bangassou) ont été renforcés sur le contenu des Accords de Paix ainsi que sur les autres mécanismes de relèvement et de consolidation de la paix en RCA. Ces volontaires sont ainsi outillés pour faire le suivi et la mise en œuvre de l'Accord dans leurs différentes localités

La consolidation de la Paix passe par une réalisation et une gestion inclusive des actifs communautaires, où anciens combattants, autorités politiques et administratives, leaders religieux et communautaires, jeunes et femmes contribuent à la consolidation de la paix au niveau communautaire. Pour faciliter cela, les comités locaux de paix et de réconciliation ont été approchés, en collaboration avec la MINUSCA, et une analyse de leurs besoins sera conduite au début du second semestre, afin de les équiper et former leurs membres, dans le but de leur permettre de remplir leur mandat.

Pour renforcer la présence sur le terrain du Ministère de la Communication qui coordonne les activités de vulgarisation de l’APPR au niveau national, 5 relais locaux ont été recrutés et seront déployés au mois de juillet dans les 4 localités du Projet, ils serviront de points focaux du Ministère dans les activités de vulgarisation au niveau local et assureront la participation des organisations des femmes et de jeunes dans les différentes initiatives organisés dans le cadre de leur mission. Les relais locaux seront en charge d’assurer la coordination avec le Secrétariat Technique National du Ministère de Communication et des Médias dans la mise en œuvre des activités relatives à la vulgarisation de l’APPR et de maintenir en permanence un réseau actif de contacts au sein des CMOP, CLP et les organisations de la société civile.

Les relais locaux co-présideront également les sous-comités techniques dans les zones d’intervention du Projet.

Les sous-comités techniques, lancés à la fin de ce premier semestre 2020 dans les 4 zones du Projet, ont pour objectif de coordonner les interventions des Partenaires clés du Projet à savoir ; ONU Femmes, UNFPA et leurs partenaires d’exécution, Search for Common Ground et les radios communautaires, MINUSCA, les Représentants de femmes et Jeunes au sein des organes de suivi de l’APPR (CMOP et CES) et Organisations de la Société civile. A travers ces plateformes délocalisées, les décisions prises au niveau du Comité Exécutif de Suivi, auquel participent les représentants des jeunes et des femmes, sont restituées aux chargés de coordonner le travail des volontaires, et des activités de restitution sont aussi organisées au sein des clubs d’écoute et autres plateformes de sensibilisation. Par ailleurs, les remontées du terrain et aspirations des femmes et des jeunes sont effectivement intégrés dans le plaidoyer effectué par ces représentants au sein du CES et des CMOP, comme indiqué dans le résultat 2.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Dans le recrutement des relais locaux, les candidatures féminines ont été encouragées et celles qui correspondaient aux critères ont été promues pour la phase d’interview. Après interview, il y a au moins une femme retenue parmi les cinq relais locaux recrutés. De plus, les relais locaux auront un rôle clé dans la promotion de la participation des organisations des femmes et des jeunes dans les initiatives de sensibilisation de l’APPR dans leurs localités.

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  Durant la période de janvier à juin, il y a eu une réunion des points focaux suivi et évaluation à l’initiative du Chargé Suivi et Evaluation recruté dans le cadre du Projet (voir le compte rendu ci-joint).  Des activités de suivi évaluation sur le terrain avaient été lancées, en collaboration avec le chargé suivi évaluation du PBSO, et le point focal du Projet ONU Femmes. Cependant, les missions sur terrain ont été interrompues à la mi-mars, à l’apparition de la pandémie de Covid-19 et l’obligation de limiter les mouvements entre les différentes villes. Dans l’attente de la reprise des missions sur le terrain, des rencontres régulières sur Skype ont été organisées avec les équipes de mise en œuvre sur terrain, les chargés de programme et le chargé suivi évaluation. De plus, la mise en place de sous-comités techniques au niveau local dans les zones de mise en œuvre du Projet, contribuera à la collecte rapide et régulières d’information sur la mise en œuvre. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Oui en dehors du Résultat 1 dont une enquête de terrain permettra d'identifier la base de cet indicateur.  La survenue de la pandémie a retardé la conduite de cette enquête.  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Oui |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?  Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): $50,000.00  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: N/A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($): |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet, divers défis sont apparus et solutions mises en place, comme suit :  - Défi : Le contexte actuel de la pandémie de coronavirus et des élections prochaines. Solution : le Ministère de la Santé et l’ANE seront engagés pour une potentielle harmonisation des différents messages donnés à la population et pour y intégrer les messages sur l’APPR ;  - Défi : avec l’approche des élections, de nombreuses voix s’élèvent en opposition à la pertinence de l’APPR. Solution : Tenir compte des débats publics et mettra en place des actions concrètes, renforcer la sensibilisation sur terrain et gérer les potentielles réticentes des populations ;  - Défi : Coordonner les activités du Projet sur le terrain. Solution : à travers le Comité Technique, une coordination a été établie entre les acteurs de la mise en œuvre et les équipes de la MINUSCA et les autres partenaires stratégiques travaillant sur le terrain;  - Défi : Coordonner la communication dans les deux sens et s’assurer de remontées de l’information du terrain et de dissémination des avancées issues du Comité de pilotage (dividendes de paix). Solution : La contribution du Projet sur le terrain sera rendu visible au niveau national à travers la collecte de données sur terrain et le partage de ces données au niveau national.  - Défi : suivi des activités sur terrain, surtout dans le contexte du coronavirus. Solution : sous-commissions techniques dans les zones d’intervention comme cadres de concertation local pour pouvoir adapter les contenus, méthodes et plateformes de communication et cible aux réalités. |

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  **D’Ici la fin du projet, les populations ciblées (hommes/femmes/jeunes) ont une meilleure compréhension du contenu et du processus de mise en œuvre et de suivi de l’Accord de paix ainsi que des autres mécanismes de relèvement en RCA.** | Indicateur 1.1  % de la population (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d’hommes) qui indique une meilleure compréhension de l’APPR dans les zones cibles du Projet | TBD | 60 % de la population (30% femmes, 30% jeunes filles, 25% jeunes garçons, 15% hommes) | AD | Le cadre de résultat, ayant été revu, a parmi de confirmer les indicateurs ; Une revue documentaire couplée par une enquête de terrain permettra d'identifier la base de cet indicateur. | La survenue de la pandémie a retardé la conduite de cette identification. |
| Indicateur 1.2  % des fausses informations sur l’Accord dans les médias diffusés par les radios communautaires | 50% | 20% | AD | L'atelier de formation tenu à Boali a permis aux professionnels de Média de réduire assez systématiquement la flambée des fakenews. Les techniques acquises lors de cet atelier par les professionnels de média ont contribué à la réduction de fausses informations dans les zones du projet. |  |
| Indicateur 1.3  Existence des messages d’incitation à la haine dans les zones cibles | Elevé | Faible | AD | Les émissions publiques réalisées dans les provinces ont permis aux publics conviés de passer des messages de paix et de cohésion sociale. Ces émissions diffusées ont combattu drastiquement les messages de haine qui prévalaient. Il en est de même du Magazine Portraits réalisés courant Avril. |  |
| Produit 1.1  **Le Ministère de la Communication et des Médias ainsi que la Radiotélévision Centrafricaine et 6 radios communautaires des zones cibles du Projet ont des capacités renforcées et produisent des contenus en lien avec l’APPR.** | Indicateur 1.1.1  Existence d’une stratégie nationale de communication pour le relèvement et la consolidation de la paix. | 0 | 1 | 0 | La validation de la Stratégie a été repoussée plusieurs fois. L’atelier de validation s’est tenu du 10 au 11 juin 2020. Le document final sera publié par le Ministère de la Communication. | La pandémie de Covid- 19 a constitué un bouleversement dans la mise en œuvre de cet activité dont les préparatifs ont été déjà ficelés depuis le mois de Mars. |
| Indicateur 1.1.2  Nombre des radios communautaires ayant bénéficié des dotations en équipement et matériel  Indicateur 1.1.3  Nombre de tables rondes de communication gouvernementale organisés  Indicateur 1.1.4  Nombre de numéro du Journal Gouvernemental édité en 5 000 exemplaires | 0  0  0 | 6  6  5 | 0  0  2 | Le premier appel d'offres y relatif lancé depuis le mois de mars 2020 a été infructueux. D'où la justification de celui lancé en avril 2020 et clos au 31 mai 2020.  Deux éditions du Journal Gouvernemental ont déjà été publiés (voir en annexe) et ont été mis à disposition du Ministère de la Communication et des Médias | L'organisation des tables rondes gouvernementales n'a pas été possible pour cause d'indisponibilité des acteurs de la partie gouvernementale. |
| Produit 1.2  **Au moins 100 professionnels des médias ont compris leur rôle dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR et exercent leur métier dans le respect de l’éthique et la déontologie journalistique tout en intégrant le Do No Harm et le HRDDP Approach** | Indicateur 1.2.1  Nombre de professionnels de médias (# femmes, # hommes) ayant bénéficié des renforcements de leurs capacités | 0 | 100 | 22 professionnels de Média des zones du projet ont été formés. Femmes : 40,90% ; Hommes : 49%. | Le calendrier de la formation a été tenu et s'était bien déroulé et le pourcentage de progrès à l'issu de cette évaluation est satisfaisant: 22,72% de progrès réalisé. |  |
| Indicateur 1.2.2  Nombre des nouvelles émissions sur le processus de paix et la cohésion sociale ajoutées sur les grilles des programmes. | 0 | 5 | 1 | Un Magazine Portrait dénommé le Brave et une émission publique sur le thème de la paix ont été réalisés. Les feuilletons radiophoniques sont en cours d’élaboration et seront renseigné dans le prochain rapport. |  |
| **Résultat 2**  **D’ici la fin du projet, grâce à une participation accrue, les besoins et aspirations des jeunes et des femmes sont mieux intégrés dans la mise en œuvre et le suivi de l’APPR et autres processus de relèvement** | Indicateur 2.1  % de la population (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d’hommes) dans les zones cibles du projet qui indique mieux comprendre les enjeux de la participation des femmes et jeunes au sein des instances de la mise en œuvre de l’Accord | 0 | 60% de la population (30% femmes, 30% jeunes filles, 25% jeunes garçons, 15% hommes) des populations des zones d’interventions. | AD |  | Il y a eu changement de partenaire d'exécution au cours de l'année, ce qui a généré un retard dans la mise en oeuvre des activités. |
| Indicateur 2.2  Nombre de revendications formulées par les femmes pris en compte | 0 | 5 | 0 |  | Il y a eu changement de partenaire d'exécution au cours de l'année, ce qui a généré un retard dans la mise en œuvre des activités. |
| Indicateur 2.3  Nombre de revendications formulées par les jeunes (filles/garçons) pris en compte  Indicateur 2.4  Nombre d’initiative des femmes et des jeunes au sein des instances de mise en œuvre et de suivi de l’accord | 0  0 | 5  5 | 1  0 | Une initiative des jeunes au sein des instances de mise en œuvre de l’APPR a été réalisée afin de rendre compte des échanges tenus dans les instances de mise en œuvre de l’APPR, à l’intention des jeunes membres du Conseil National de la Jeunesse. |  |
| Produit 2.1  **Les organisations des femmes et des jeunes ont mené une campagne de plaidoyer institutionnel pour une juste et équitable représentativité des femmes et des jeunes au sein des instances de mise œuvre de l’APPR et des autres processus de paix en RCA et été formés-es sur le suivi citoyen des politiques publiques** | Indicateur 2.1.1  Nombre des leaders des organisations des femmes et des jeunes (filles/garçons) formés sur le contenu de l’accord | 0 | 240 (120 femmes, 60 jeunes filles, 60 jeunes garçons) | 60 | 60 leaders des organisations des femmes et des jeunes ont été formés à Bangui, Bimbo et Bégoua. |  |
| Indicateur 2.1.2  Nombre de personnes (membre du gouvernement, députés, conseillés économiques, FSI et instance APPR) ayant été touchées par les réunions de plaidoyers  Indicateur 2.1.3  Analyse participative réalisée  Indicateur 2.1.4  Nombre de réunions de dialogues organisées  Indicateur 2.1.5  Nombre de leaders qui participent aux symposiums | 0  0  0  0 | 500  1 Rapport d’analyse réalisé  96000  240 (120 femmes, 60 jeunes filles et 60 jeunes garçons) | 100  0  0  0 | A l’heure actuelle, 34 leaders jeunes qui sont au sein des institutions républicaines ont été sensibilisés sur les résolutions 1325 et 2250 du Conseil de Sécurité de l’ONU. Les sessions de plaidoyer se poursuivent.  30 enquêteurs ont été recrutés pour réaliser l’analyse participative dans 10 les villes du projet et à Bria, Bossangoa, Kaga-Bandoro, Obo et Bouar.  Les activités sont en cours de préparation.  Le premier Symposium prévu en mai 2020 a été reportée. Le budget nécessaire a été transféré au partenaire de mise en œuvre et les activités préparatoires se poursuivent. | Il y a eu changement de partenaire d'exécution au cours de l'année.  Les Symposiums prévus au 2e trimestre ont été suspendus à cause de la pandémie de Covid-19 |
| Produit 2.2  **Les leaders des organisations des femmes et des jeunes ont été formés sur le contenu de l’APPR et sont impliqués dans ses mécanismes de mise en œuvre et les ont vulgarisés auprès des populations (hommes/femmes/jeunes) des zones cibles su Projet** | Indicateur 2.2.1  Nombre des femmes et jeunes (filles/garçons) formés sur le suivi des politiques publiques. | 0 | 360 | 300 | 300 jeunes volontaires (jeunes et femmes leaders des localités de Bambari, Paoua, Bangui et Bangassou) dont 48%de femmes, ont été renforcés sur le contenu des accords de paix ainsi que sur les autres mécanismes de relèvement et de consolidation de la paix en RCA**.** |  |
| Indicateur 2.2.2  % des femmes et jeunes (filles/garçons) au sein des instances de la mise en Œuvre de l’Accord | 0 | 30 % des femmes et 30% jeunes (50%filles/50%garçons). | AD |  |  |
| **Résultat 3**  **Les anciens combattants, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux et communautaires, les jeunes et femmes sont impliqués-es dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires facteurs de consolidation de la paix** | Indicateur 3.1  % de la population (% de femmes, % de jeunes filles, % de jeunes garçons et % d’hommes) des zones cibles du Projet qui indiquent faire confiance au processus de réconciliation nationale | 30% | 50% (30% femmes, 30% jeunes filles, 25% jeunes garçons, 15% hommes) | AD | Une enquête perception sera conduite en vue d'identifier la progression de cet indicateur. |  |
| Indicateur 3.2  Nombre de déplacés et de réfugiés retournés dans leur localité d’origine | 0 | 100 | AD | Les activités sont en cours de préparation. Cet indicateur sera renseigné en 2020. |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1  **Les Comités locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) ont créé un cadre de dialogue et de concertation entre les ex combattants, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux et communautaires.** | Indicateur 3.1.1  Nombre de membres comités locaux de paix et réconciliation (# femmes/#d’hommes) ayant bénéficié des renforcements des capacités et qui ont accomplis leurs missions en intégrant le Do No Harm et le HRDDP Approch | 0 | 90 (dont 36 femmes 54 hommes) | AD | Les activités sont en cours de préparation, les CLPR des zones d’intervention ont été approchés et l’évaluation des besoins sera lancée au troisième trimestre pour enclencher le soutien à la mise en œuvre de leur mandat. |  |
| Indicateur 3.1.2  Nombre de personnes (hommes/femmes/jeunes) ont pris part aux conférences intergénérationnelles organisées par les CLPR dans les localités cibles du Projet**.** | 0 | 720 | 322 (200 filles, 122 garçons) | Dans le nouveau Plan de Travail ONU Femmes (approuvé en juin 2020 par PBSO), cette activité a été remplacée par des activités de soutien à la résilience économique dans le cadre du Covid-19. Elles seront mises en œuvre au troisième trimestre, à travers les CLPR. | Cette activité a été suspendue du fait des mesures barrières pour la lutte contre le COVID 19. |
| Produit 3.2  **Les Ex-combattants, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux et communautaires ont participé à des activités socio culturelles de promotion de la cohésion sociale et de la réconciliation inter communautaire** | Indicateur 3.2.1  Nombre de personnes (hommes/femmes/jeunes) ayant pris part aux célébrations œcuméniques dans les localités du Projet | 0 | 1200 | 0 | Pour adapter ces activités à la pandémie de Covid-19, une partie du budget sera utilisé pour renforcer les travaux d'intérêt communautaire et de cohésion sociale. Les activités oeucuméniques organisées tiendront compte des mesures de distanciation et l'interdiction de rassemblements de masse. | Les activités ont été modifiées (modification approuvée par PBSO en juin 2020) pour s’adapter au contexte du Covid-19. |
| Indicateur 3.2.2  Nombre personnes (hommes/femmes/jeunes) ayant pris part aux travaux communautaires.  Indicateur 3.2.3  Nombre de personnes (hommes/femmes/jeunes) ayant pris part aux activités culturelles et sportives dans organisées dans les localités du Projet. | **0**  **0** | **7500**  **7500** | 0  0 | Des réajustements sont faits pour permettre aux activités communautaires de s’insérer dans la réponse à Covid-19.  Les activités sont prévues pour les troisième et quatrième trimestres. | Activité retardée du fait de la pandémie de Covid-19. |

1. La Stratégie avait été élaborée bien avant la signature de l’Accord c’est à dire, en 2018. Le contexte a évolué avec la signature de l’Accord et donc il avait été nécessaire de procéder à ces consultations afin de recueillir les avis, suggestions de certaines sensibilités de l’intérieur du pays ainsi que de Bangui pour pouvoir enrichir cette Stratégie de communication en incluant bien sur une approche de pouvoir contribuer à la vulgarisation de l’APP dans cette stratégie. [↑](#footnote-ref-1)
2. Le Do not Harm approach consiste à exercer la profession du journalisme dans le strict respect de l’éthique et de la déontologie professionnel en évitant bien sûr d’exposer la population

   HRDDP qui se traduit par Human right due Diligence Policy est une approche que les professionnels de médias doivent aussi faire montre dans l’exercice de leur profession. Cette approche consiste à faire la promotion des droits humains dans la profession du journalisme et des media. [↑](#footnote-ref-2)
3. Composé de 11 étapes, c’est une approche qui permet aux professionnels de media de comprendre que le conflit est une chose inévitable mais que l’on peut éviter d’en arriver à l’étape de la violence. Search à travers cette approche aimerait faire comprendre aux journalistes comment le conflit est-il perçu. Le conflit peut être une opportunité pour les communautés de se connaitre davantage et de se passer des attitudes antagonistes vers une attitude collaborative. Les Journalistes doivent à travers l’exercice de leur profession promouvoir les choses qui unissent les gens dans les communautés. [↑](#footnote-ref-3)